



Wet'suwet'en : Le Québec otage d'une crise au Canada

Québec, 27 février 2020 – À la lumière du prolongement inquiétant de la crise, Monsieur Yves-François Blanchet, chef du Bloc Québécois, et Julie Vignola, députée de Beauport-Limoilou ont reconnu que le Québec est otage d'une crise amorcée au Canada et dont la propagation des impacts économiques affecte de plus en plus les Québécois.

« Le Québec a un héritage constructif de « nation à nations » avec les Premières Nations. Il n'y a qu'à penser à la Grande Paix de 1701 et, plus récemment, la Paix des Braves. Cependant, les Québécoises et les Québécois, ainsi que des Premières Nations, sont aujourd'hui les otages d'une crise qui ne les concerne pas. Ce n'est pas seulement l'économie québécoise qui est menacée, mais également l'accès à des denrées vitales pour certaines Premières Nations », a déclaré Madame Vignola, députée de Beauport-Limoilou.

« Justin Trudeau a-t-il oublié que la relation entre le Canada et les Premières Nations, ainsi que le transport ferroviaire et la GRC, sont de juridiction fédérale ? Par son inaction et l'affligeante lâcheté dont il a fait preuve en avouant que la nation wet'suwet'en ne le reconnaissait pas comme interlocuteur, il prolonge une crise dont les Québécois n'ont pas à faire les frais », a ajouté Monsieur Blanchet.

Voici, en rappel, les propositions du Bloc Québécois pour sortir de la crise :

- Sortie réelle de la GRC du territoire wet'suwet'en ;
- Obtention d'un arrêt des travaux du gazoduc Coastal Gas Link ;
- Création d'une table de discussion durable ayant pour mandat de résoudre les enjeux territoriaux qui opposent les institutions de la nation wet'suwet'en et celles du Canada ;
- Nomination d'un médiateur, considérant l'échec de Justin Trudeau en tant que Premier ministre.

Ce plan, en plus de permettre immédiatement la levée des barricades, offre au Québec la meilleure chance d'éviter le recours à la force pour rétablir la circulation ferroviaire et libérer les otages économiques.

« Nous sommes en droit de demander si l'État québécois aurait eu une lecture différente de la réalité intérieure d'une nation autochtone exaspérée au point de perdre tout contrôle. C'est du Québec que semblent émaner les pistes de solutions les plus crédibles. Il y a de quoi réfléchir », a conclu le chef du Bloc Québécois.

-30-

Source :

David Rompré, directeur du bureau de circonscription de

Julie Vignola, députée de Beauport-Limoilou

418-717-5462

david.rompre.308@parl.gc.ca